

L'Europe virale

Marc Guillaume

“Un spectre hante l'Europe – le spectre du communisme” écrivaient Marx et Engels en 1848. Au temps où l'illusion et l'utopie (cette vision laïque du Paradis) avaient encore une véritable force en Europe. Suffisante pour changer le monde, comme l'histoire l'a montré par la suite, certes dans une direction imprévue et catastrophique.

Les spectres ont disparu. Sans doute gardons nous de leur puissance maléfique ou au moins ambivalente une nostalgie certaine. Les spectres de Marx, spectres au second degré, ne hantent plus que les champs d'une déconstruction interminable et servent encore parfois d'emblèmes à une critique indéfiniment recommencée de l'ordre économique dominant. Il reste certes de la spectralité, mais dans une toute autre acception de ce terme.

Ce qui a commencé, bien avant Marx, en Europe, c'est le *temps des virus*. Il accompagne la fin des religions: un virus c'est, comme une religion, des représentations articulées à des pratiques et plus profondément une captation mentale du désir, du besoin de consolation, etc. Mais ce qui fait sa spécificité et le différencie de toute religion, c'est qu'il en détruit le principe fondateur, la croyance en une transcen-

dance. Des religions, les virus ne préservent en effet que leur coquille: ils se logent à l'intérieur pour réaliser la contamination mentale la plus indécidable et la plus efficace.

Le virus de l'économisme

La grande famille de ces virus, la plus active aujourd'hui, c'est, bien sûr, l'*économisme*. Rousseau, dont on oublie trop souvent qu'il écrivit l'article *économie* de l'Encyclopédie, est allé à l'essentiel en proposant l'oxymore adéquat: *religion laïque*.

L'économisme c'est d'abord un ensemble d'inventions et de pratiques nécessaires pour gérer l'irruption des progrès techniques, la multiplication des échanges *sans menacer la puissance des États*. C'est aussi un ensemble de représentations, une *Weltanschauung*, compatible avec ces nouvelles pratiques, les légitimant et les naturalisant.

L'irruption de ces nouvelles représentations, le changement du *régime* même de pensée, ont évidemment été précédés d'une longue maturation que les historiens décrivent dans le détail. Par exemple Braudel dans son étude des grandes villes méditerranéennes au cours du 16^{ème} siècle. Il est à peine besoin d'évoquer Max Weber pour rappeler que le mouvement de la Réforme a contribué à mettre en ligne les valeurs chrétiennes avec l'esprit du capitalisme à venir.

Si l'on cherche, parmi les écrits savants, un bulletin de naissance de ce nouvel esprit, une fable, une légende, c'est *La fable des abeilles* de Mandeville, au tout début du 18^{ème} siècle, qu'il faut retenir (mais on retrouve la même intuition

chez de nombreux auteurs tels Hume, Ferguson, Hutchinson). Avec une liberté d'esprit qui aurait pu lui valoir quelques ennuis (en tout cas ses écrits furent brûlés, censurés), Mandeville est sans doute le premier à *composer* les valeurs chrétiennes individuelles avec les nécessités contingentes au niveau social global. Adam Smith, considéré comme le fondateur de l'économie moderne, prendra soin de rejeter toute filiation morale et symbolique avec lui, tout en reprenant pourtant l'essentiel de son argumentation pour la développer vers des applications concrètes (Marx, plus lucide ou plus honnête, plus distancié aussi, rendra à Mandeville l'hommage qu'il mérite et Keynes fera de même).

Mais ce ne sont pas ces penseurs et les économistes qui les ont suivi qui ont "inventé" l'économisme. Ils lui ont seulement fourni une enveloppe discursive savante, dont le rôle n'est certes pas négligeable; surtout quand elle comporte des formules heureuses comme "la main invisible", trouvaille de Smith pour laisser entendre que Dieu avait voulu le marché. Mais l'enveloppe ne suffit pas à rendre un virus "actif". Leurs auteurs ont seulement fabriqué au bon moment le conditionnement adéquat du virus pour rendre pensables, possibles, acceptables des pratiques nouvelles répondant à des problèmes nouveaux, ceux auxquels était confrontée l'Angleterre au milieu du 18ème siècle.

Le problème nouveau, comme l'a montré Michel Foucault, c'est la difficulté pour des appareils d'État de taille encore modeste de continuer à contrôler des échanges qui se multiplient. Faut-il les interdire ou les réduire, comme par le

passé mais au risque d'anémier la puissance potentielle associée aux progrès de la technique? Faut-il les contrôler dans le détail au risque de rendre les instances publiques obèses et, finalement, impuissantes?

L'invention de génie c'est cela: laisser jouer des mécanismes de marché, en les contrôlant seulement *globalement* et en les *fiscalisant*. Cela permet à la fois de conserver la prévalence de l'État et d'accroître la puissance d'une nation, puissance de guerre ou de dissuasion en premier lieu, et donc de préserver l'Empire (anglais, puis américain). C'est d'ailleurs pourquoi on peut dire que le libéralisme est une invention, une ruse de l'État pour conserver sa puissance et même sa pureté en rejetant la souillure dans la société, ce marais ou grouillent les intérêts privés de classes et de personnes.

Invention de génie? Il faut dire plutôt nécessité génétique. Si ce virus n'avait pas été accepté par la société anglaise et ses principales instances de pouvoir, l'histoire européenne en aurait été totalement changée mais, les problèmes restant les mêmes, l'économisme aurait fini par s'implanter, peut-être un peu plus tard et ailleurs en Europe.

Si le virus de l'économisme est essentiellement fondé sur cette invention du libéralisme, il permet en outre de résoudre une multiplicité de problèmes associés. Des problèmes essentiellement pratiques comme par exemple: comment payer des biens "risqués", ceux qui étaient livrés par bateaux, sans enfreindre l'interdit catholique sur l'assurance (en France, il faudra attendre 1788 pour que

Rome lève partiellement cet interdit et on sait que dans certains pays du Moyen-Orient cet interdit complique encore aujourd'hui l'organisation des affaires)? La réponse fut pendant longtemps le dispositif ingénieux du "prêt à la bonne aventure" qui esquivait formellement un mécanisme d'assurance. Mais il fallait généraliser, permettre la multiplication des activités marchandes risquées, faire face à des sinistres comme l'incendie qui avait ravagé Londres en 1666 et donc rendre pleinement légitime l'activité d'assurance. Tous les problèmes qui se posaient ainsi dans l'assurance, la banque, le commerce, la production industrielle ont ainsi engendré des représentations nouvelles qui se sont glissées d'abord dans les habits religieux pour ensuite les détruire progressivement. Et les remplacer par une nouvelle croyance, l'économisme.

Évidemment, cette nouvelle croyance n'a de religieux que le *lien* social qu'elle établit dans la collectivité par le simple effet d'une croyance partagée. Aucune transcendance, aucune illusion, aucune "règle". Mais seulement des "lois" : habillage scientifique de solutions techniques, vocabulaire presque universel de la discipline, des économistes anglais aux théoriciens actuels en passant par Staline qui a particulièrement abusé de cette expression. Des "lois" qui évoluent au gré des contingences. Le virus de l'économisme est ainsi, par construction, adapté à tous les problèmes que rencontre le développement technique et industriel, ce qui contribue fortement à sa naturalisation et à sa mondialisation. Il est socialement incorporé et de ce fait quasi-indestructible.

Résistances et variantes

Certes, la critique de Marx a bien été une tentative d'éradication du virus. Mais si elle était frontale, était-elle vraiment radicale? Marx était en grande partie "contaminé" par l'économisme, reprenant à la base de sa construction, les notions de besoin, de rareté, l'évidence du progrès technique et la nécessité du développement des forces productives. Fût-il plus radical, quelle force aurait pu avoir son discours face à l'imbrication déjà puissante des discours et des pratiques économistes? Les expériences qui se sont réclamées de l'héritage marxiste n'ont visé qu'un réarrangement des hiérarchies de pouvoir (de la sphère privée marchande vers une bureaucratie politico-étatique) et sont tombées dans la difficulté que l'invention du libéralisme anglais avait su éviter: l'obésité des appareils d'État et des *nomenklatura* qui les a rendues impuissantes ou en tout cas incapables de rivaliser avec les impérialismes fondés sur l'économisme. Il faut être naïf pour se représenter le marxisme ou le soviétisme comme des *résistances* effectives à l'économisme; le premier reste dans le registre d'un militantisme qui, au mieux, amende l'économisme; le second n'était qu'une variante planifiée et non viable de l'économisme. Élever l'un et l'autre au rang d'une vision alternative du monde a été un mode de faire valoir de l'économisme et parler de "fin de l'histoire" à la suite de la chute de l'Empire soviétique s'inscrivait dans cette même logique de triomphalisme complaisant.

Depuis la contamination anglaise, peu de cultures ont donc résisté à l'économisme. Certes les temporalités et les modalités ont été différentes selon les pays. En Europe même, beaucoup d'historiens ont différencié des variantes du virus capitaliste. Michel Albert a été le vulgarisateur de ces recherches dans son ouvrage *Capitalisme contre capitalisme* en insistant surtout sur la distinction entre la variante anglo-saxonne et la variante rhénane; Philippe d'Iribarne a étudié aussi divers alliages entre des cultures nationales et l'économisme. Il est clair que les États-Unis ont été l'espace privilégié du virus qui y a produit tous les effets d'impérialisme pour lesquels il est conçu. Mais le Japon, à sa façon très spécifique, a été aussi un espace d'accueil avec la tentation associée d'impérialisme dans le monde asiatique. La question se pose maintenant pour l'Inde et pour la Chine ainsi que pour un grand nombre de pays en développement. Il n'y a pratiquement que le monde islamique qui semble opposer au virus de l'économisme une résistance quelque peu effective...

Une Europe boîteuse

Pourquoi évoquer alors une Europe virale si le monde dans sa quasi-totalité est déjà contaminé ou menacé par l'économisme?

Parce qu'elle en a constitué l'origine et qu'elle est donc le terrain le plus ancien d'acclimatation du virus. Parce que ce terrain était constitué de couches culturelles anciennes, diversifiées et gardant la trace de très nombreux et anciens

conflits. Parce que, dans ces conditions, aucun rapprochement européen n'était possible: la construction de l'Europe n'a pu se faire qu'à partir de l'économisme. Parce que faute de pouvoir approfondir cette Union au-delà de l'économisme partagé, l'Europe cherche à s'étendre et nous propose une confrontation entre l'Islam et l'économisme. Parce qu'enfin et peut-être surtout, le virus de l'économisme – c'est-à-dire nos représentations convenues – pressent sa fin ou du moins ses limites et tente de muter vers une autre famille qui lui assure une survie, sous forme d'hypostase.

Le virus de l'économisme ne s'est pas diffusé de la même façon en Europe du Nord et dans les pays latins. D'abord à cause de la coupure entre les cultures protestante et catholique. Mais surtout l'Europe du Sud s'est développée plus tardivement et, entre temps, les appareils d'État s'étaient renforcés et avaient plus de réticence à déléguer aux marchés certains de leurs pouvoirs. En France par exemple, le décollage industriel survient pour l'essentiel pendant la Monarchie de Juillet, à partir de 1830 donc, et l'État avait étendu ses appareils et son rôle dans les activités économiques depuis la Révolution. Le développement industriel est donc resté largement encadré et contrôlé par les pouvoirs publics, d'où il est résulté une forme mixte spécifique, mêlant économisme et étatismes, avec des entreprises publiques et une notion de service public que l'on retrouve d'ailleurs dans la plupart des pays latins.

Comme on le sait, cette spécificité est en voie de disparition avec l'approfondissement de l'Union européenne et le

rôle croissant que joue dans cette évolution l'Europe du Nord. Mais dès l'origine, le Traité du Marché Commun, avait posé une règle commune qui était celle du marché: le contexte s'y prêtait. La France et l'Allemagne sortaient de la période de reconstruction que le Plan Marshall avait facilitée. Jean Monnet, même s'il avait été l'inspirateur du Plan, était un libéral convaincu (conviction ancrée dans sa culture familiale et renforcée par sa connaissance et son admiration des économies anglaise et américaine). Le destin européen était donc scellé dès le premier traité, même si des exceptions étaient prévues pour ménager (provisoirement, la suite l'a montré) les différences entre les pays de l'Union. Car cette règle commune échappe au principe de subsidiarité, c'est-à-dire finalement aux pouvoirs nationaux. La structure institutionnelle du pouvoir exécutif de l'Union reflète cette prééminence de l'économisme. En apparence, les différentes Directions Générales (l'exécutif de l'Union) sont sur un plan d'égalité mais en réalité l'une d'entre elles, chargée de la Concurrence (la DG4), échappe au principe de subsidiarité puisqu'elle est chargée de faire respecter la règle commune, fondatrice de l'Union.

Tout cela a donc conduit à une Europe-marché, une Europe régie par l'économisme dans laquelle les pouvoirs nationaux perdent une grande partie de leurs pouvoirs au profit d'une "bureaucratie céleste" sur le plan social, culturel, politique, etc. mais aussi d'une bureaucratie relativement efficace quand il s'agit de faire respecter les lois du marché.

Mais cela engendre aussi une véritable difficulté qui, sous une apparence technique, reflète un clivage politique

en Europe. Cette difficulté se présente d'abord comme un prolongement du principe du marché unique au domaine monétaire. Fixer des parités (l'écu) puis créer une monnaie unique (l'euro), c'est en effet faciliter les mécanismes de marché. Mais c'est aussi beaucoup plus parce que les déséquilibres des échanges entre pays cessent alors d'être automatiquement corrigés par des ajustements monétaires. Il n'y a alors que deux possibilités.

Ou bien accepter une solidarité totale entre les pays européens comme chaque pays accepte une solidarité entre les différentes régions qui le constituent, c'est-à-dire par exemple accepter que la Grèce vive en partie "aux crochets" de la France. Ce qui revient à constituer une véritable nouvelle nation fédérale à l'image des États-Unis par exemple. Mais cela ne se décrète pas et il est clair que les Européens en sont encore très loin. On peut même se demander s'ils se sont rapprochés de cette forme de solidarité totale à travers la réalisation du marché qui conforte plutôt le principe de compétition.

Ou bien, créer de nouveaux mécanismes non monétaires et cela a conduit aux rigidités du Pacte de stabilité. Par des moyens budgétaires, des contraintes quasi-automatiques permettent de remplacer les anciennes contraintes monétaires. Sans rentrer dans les questions techniques qui mettent en évidence les insuffisances de ces coordinations budgétaires partielles et souvent trop contraignantes, il faut seulement souligner qu'elles invitent à une coordination poussée des politiques budgétaires nationales, en fait à une

coordination politique presque totale. Pour le moment, de cela l'Euroland est encore loin...

Pourquoi l'euro alors, si les pays qui y adhèrent ne sont pas en mesure politiquement de lui donner son efficacité réelle et s'infligent un handicap dans la compétition mondiale (les économistes européens ne cessent pas de souligner l'habileté d'une politique monétaire et budgétaire américaine qui n'est pas entravée par les contraintes d'un Euroland qui reste une Union partielle)? La réponse est simplement le rôle du dollar comme devise-clé au niveau mondial qui donne un privilège exorbitant aux États-Unis, qui est même la composante principale de leur impérialisme. D'où l'idée, parfaitement légitime, qu'une seconde devise-clé changerait complètement la donne mondiale et que l'euro pourrait servir de fondement à une Europe-puissance. C'est d'ailleurs pourquoi les États-Unis ont été hostiles à l'euro (mais leur scepticisme presque total à cet égard a presque désamorcé leur hostilité) et pourquoi aussi certains pays européens, par solidarité avec les États-Unis mais aussi pour esquiver les contraintes de l'euro et enfin par refus d'une plus grande intégration politique, sont restés en dehors de l'euro. C'est évidemment le cas exemplaire du Royaume-Uni.

L'Union européenne est ainsi coupée en deux: l'Euroland boiteux, en recherche perpétuelle d'une intégration politique qui semble encore loin et qui ne verra peut-être jamais le jour, et les autres pays européens qui ne souhaitent, au moins dans le court terme, qu'une extension du

marché. Pire encore: si certains de ces derniers pays rejoignent l’Euroland, cela ne peut que renforcer les difficultés d’une intégration politique. On voit ainsi se produire un mouvement d’*extension affaiblissante* de l’Union européenne qui correspond bien à l’espoir américain que l’euro ne sera jamais une devise-clé capable de concurrencer le dollar.

Mais l’histoire n’est pas écrite. L’émergence d’un grand marché européen unifié, avec une monnaie unique mais une faible, voire très faible intégration politique, compliquerait certes l’impérialisme monétaire américain mais ne remettrait pas en cause sa suprématie économique, militaire et politique. Face à l’Amérique du Nord, le continent européen aux frontières floues ne serait pas une Europe-puissance mais un grand marché concurrent, stimulant mais finalement subordonné. Et apportant aussi un *jeu* utile dans l’affrontement prévisible dans les prochaines années avec les puissances émergentes en Asie.

Une Europe septique confrontée à une mutation virale

Si dans la géopolitique mondiale et dans ces futurs affrontements, l’Europe est appelée à jouer un rôle second, elle peut quand même, en raison de sa “vieillesse” même, devenir un “terrain” de mutation du virus. La vieille Europe est constituée par des populations qui ont été contaminées les premières par l’économisme. Qui ont intégré comme une évidence, comme une fatalité, comme un “prêt-à-penser”, la production, la concurrence, la croissance... L’économisme

est un virus (mental) à *large spectre*, personne n'y échappe. Même si chacun se bricole un évangile (portable) adapté à sa situation sociale, à son contexte et à ses problèmes. Ce virus est un éloge direct de soi, à tout le moins un "vice" privé pardonné; c'est tout le contraire d'un intégrisme. On peut donc développer un individualisme post-moderne tout en restant porteur du même virus. Pour l'expert économiste, la croissance est une "solution" au chômage, pour le chômeur c'est un espoir de retrouver un emploi, pour l'entrepreneur elle est directement lié à son chiffre d'affaires, à son profit et peut donc décider de sa réussite ou de sa faillite.

Certes, on ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance disait-on en 1968 lorsque la croissance, précisément, semblait assurée. On pouvait alors avoir d'autres désirs (surtout dans les classes favorisées). Mais lorsque la croissance faiblit on a *tous besoin* d'elle. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que *Halte à la croissance?*, livre issu des travaux du Club de Rome et publié en 1972, ait reçu un accueil mondial exceptionnel (sans doute le best-seller du 20^{ème} siècle dans cette catégorie): l'interrogation suscitait à la fois un espoir d'émancipation que mai 68 avait cristallisé et de multiples inquiétudes que la première crise pétrolière, quelques mois plus tard, confirmeront.

Ce qui est apparu progressivement depuis lors dans les consciences collectives, c'est une évidence qui était restée masquée : la conviction que la croissance, sous ses formes actuelles, est impossible à maintenir à terme. Aucune croissance exponentielle, aussi faible soit son taux de progres-

sion, ne peut durer indéfiniment. En revanche l'horizon de fin de croissance, le rythme de ralentissement restent très difficiles à préciser. C'est dans cette période de transition qu'apparaît un nouveau prêt-à-penser, une variante du virus dominant, qui peut s'appeler le "développement durable". Formule qui exprime d'abord, sous une forme naïve, le souci de *prolonger le plus possible* une croissance dont on sait pourtant qu'elle devra finir par cesser et dont on peut craindre que son prolongement engendrera quelques catastrophes. Volonté de dénégation donc.

Formule qui se nourrit aussi de toutes les contraintes écologiques car elles sont finalement, à travers des conflits et des difficultés temporaires, intégrables dans le calcul économique. Beaucoup plus généralement, l'écologisme, l'alter-mondialisme qui regroupe des sensibilités hétérogènes voire contradictoires entre elles (marxisme nostalgique, écologie "profonde", technophobie naïve, réformisme humaniste, etc.) sont de faibles vaccins contre l'économisme et lui permettent de devenir "résistant", comme on le dit pour les microbes à l'égard des antibiotiques.

Il reste que le développement durable est une variante spécifique de l'économisme, un virus mutant. Car ce qui est recherché de façon encore confuse c'est une forme de croissance "involuée", tournée vers le social même et non plus vers la production matérielle: cesser ou limiter drastiquement l'accumulation matérielle, réduire les dimensions et les vitesses pour accroître sécurité, santé, éducation, préservation de l'environnement, etc. Appliquer les principes du

management industriel (zéro défaut, zéro délai, etc.) à la gestion des collectivités humaines, ainsi traitées comme des stocks : principe de précaution, zéro mort, etc...

Le terrorisme lui même est récupéré au profit de cette mutation virale. Les contraintes sécuritaires et les restrictions de libertés qu'il entraîne sont assez comparables aux contraintes écologiques. Même les catastrophes naturelles, comme l'écrivait récemment Jean Baudrillard, s'inscrivent dans ces nouvelles représentations; d'ailleurs elles apparaissent comme de moins en moins naturelles (vieuse question, déjà débattue après le tremblement de terre de Lisbonne) puisqu'on peut toujours dénoncer l'insuffisance des prévisions ou des secours. La croissance durable c'est une nouvelle mobilisation contre le Mal, sous toutes ses formes, réelles ou imaginaires, et contre tous les risques.

Évidemment, nous n'en sommes qu'au début d'un virage, difficile à négocier et qui prend souvent l'aspect d'un problème insoluble, plus complexe en tout cas que celui qui a présidé au début de l'économisme. Car il s'agit cette fois de ralentir la croissance pour la réorienter vers d'autres fins dans les pays riches alors que le reste du monde aspire à suivre le même chemin d'une croissance matérielle qui ne fait que commencer à sortir les pays pauvres de leur misère. Et même dans les pays riches, il est bien difficile de s'entendre sur les rythmes et les modalités d'une réorientation qui convient surtout aux classes aisées et qui ne peut que bouleverser les hiérarchies établies et produire des crises sectorielles ingérables à court terme. Il suffit d'observer à cet égard la

position américaine à l'égard du protocole de Kyoto pour mesurer la difficulté, pour l'empire américain lui-même, de se plier à ces nouvelles contraintes.

On peut cependant parier que la variante virale du développement durable, le mixte d'économisme, d'écologie et de sécuritaire, finira par s'imposer, par nécessité et que l'Europe sera le champ privilégié d'implantation de cette variante. Elle y est plus réceptive que les pays nouvellement contaminés par l'industrialisation. Ce n'est pas par hasard que les pays d'Europe du Sud en particulier manifestent une résistance accrue envers certaines formes de mondialisation industrielle lorsqu'elles touchent aux secteurs de l'agriculture, de la culture ou des services. De Millau à Seattle et à Florence s'organisent des mouvements de lutte contre l'OMC. Eurovirus contre mondovirus.

Le film *Mondovino* met bien en évidence ce conflit dans un secteur où se mêlent symbolique et conquêtes de marchés mondiaux: culture du vin contre son industrialisation; le terroir (attaché à la *transmission*, de génération en génération) contre la marque (fondée sur la *communication* dans l'espace du marché) . Sous les apparences d'une défense de ses racines, d'une résistance immunitaire, l'Europe introduit donc une mutation et propose un virus hybride. Europe septique donc (plus que sceptique).

L'Europe face au bloc islamique

L'Europe n'est pas seulement réceptive à une mutation de l'économisme, elle se veut contaminante à l'égard de

l'espace islamique qui jusqu'à maintenant a résisté au virus de l'économisme, ce qui explique, en partie, certaines spécificités de son non-développement. Résistance frontale, sans hybridation longuement préparée, comme c'était le cas dans l'espace chrétien ou encore, selon des modalités diverses, au Japon, en Chine ou en Inde. Sous l'assaut d'un virus qui s'adapte par construction aux évolutions et notamment à l'explosion technologique, les "vraies" religions fondées sur une transcendance stable qui les immobilise, n'ont pas résisté longtemps. L'Islam apparaît donc comme la seule exception d'importance, une immense réserve d'altérité non ou peu contaminée. Le croissant islamique qui s'étend à travers l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient, les nouveaux États musulmans de l'Asie centrale pour atteindre les frontières de la Chine, sans oublier l'Indonésie, regroupe des pays liés par beaucoup de dénominateurs communs. Rien n'interdit de penser que ce bloc émerge, à moyen terme, sous l'impulsion d'une idéologie mobilisatrice, d'inspiration théocratique et totalitaire.

Dans ce bloc en émergence cependant, la Turquie, qui depuis deux siècles, s'occidentalise fait figure de grande exception. Sur le plan politique bien sûr avec le "kémalisme" et plus récemment par son ouverture à l'économie de marché et aux technologies.

Ce que l'on appelait dans les chancelleries, entre les deux guerres, "l'homme malade de l'Europe" succombera-t-il au virus de l'économisme? Sera-t-il la porte d'entrée de l'économisme occidental dans le bloc islamique?

Quand on voit, à la mosquée d'Uzküdar, les musulmans prosternés dans leur prière, se relever et, l'instant d'après, pour la moitié d'entre eux, saisir leur téléphone mobile, on peut penser que les comportements rituels et religieux peuvent fort bien se concilier avec les comportements réflexes de la modernité. Mais il n'en est rien... La ville entière est l'enjeu d'un conflit entre modernité et défi à la modernité (y compris dans le jeu provoquant des signes de la modernité), auquel il n'y a peut-être pas de solution. Mais sommes-nous si sûrs que les jeux soient faits dans nos pays occidentaux "résolument modernes"? (Jean Baudrillard, "Istanbul: l'eau, l'empire, l'or, la scène primitive", *L'Herne*, 2005, p. 118.)

Non les jeux ne sont pas faits, pas complètement. Mais il est clair que tous les partisans de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, en particulier et paradoxalement ceux qui manifestent une sensibilité de gauche, espèrent que l'Islam est soluble dans l'économisme, que l'occidentalisation pourra grignoter un morceau du croissant islamique. Sinon dissoudre du moins contaminer pour imposer une laïcité rejetant le religieux hors de l'espace public. Espoir d'une nouvelle Europe, à vocation méditerranéenne, d'un pont entre Occident et Islam que l'empire américain serait incapable de réaliser.

Ici encore c'est une bataille virale et mondiale qui s'amorce. Entre la forme ancienne de l'impérialisme économique (américain) et une nouvelle forme plus "culturelle", infiltrée d'alter-mondialisme. Entre un développement où des éléments hétérogènes peuvent se juxtaposer sans se confondre et la poursuite de la croissance matérielle imposant l'uniformité dans la violence.